



PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
SERVICE URBANISME
PÔLE RISQUES

DIRECTION REGIONALE
DE L'ENVIRONNEMENT,
DEL'AMENAGEMENT
ET DU LOGEMENT
SERVICE PRÉVENTION DES RISQUES
UNITÉ CONTRÔLE INDUSTRIEL ET MINIER

RAA

**ARRÊTÉ PRESCRIVANT L'ÉTABLISSEMENT
D'UN PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES MINIERES ET RÉVISION DU PPR CARRIÈRES SOUTERRAINES DE
PIERRE A CIMENT
SUR LA COMMUNE DE *TRETS***

Le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône

- VU** le Code Minier, notamment son article L.174-5 ;
- VU** le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.122-4, L.562-1 à L.562-7, R.122-17 à R.122-18 et R.562-1 et suivants ;
- VU** le Code des Assurances, notamment l'article L.125-1 et suivants ;
- VU** le Code Civil, notamment les articles L.552, L.553 et L.1384 ;
- VU** la Loi du 2 février 1995 n°1995-101 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;
- VU** la Loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages,
- VU** le Décret n°95-1089 du 5 octobre 1995, modifié par le décret n°2005-3 du 4 janvier 2005, relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;
- VU** le Décret n° 2000-547 du 16 juin 2000 relatif à l'application des articles L.174-5 à L.174-11 du Code Minier ;
- VU** le Décret n° 2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement
- VU** la Circulaire du 3 juillet 2007 relative à la consultation des acteurs, la concertation avec la population et l'association des collectivités territoriales dans les plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ;

VU la Circulaire du 6 janvier 2012 relative à la prévention des risques miniers résiduels ;

VU l'étude réalisée par le groupement public GEODERIS (date de publication : 22/01/2016) démontrant la présence d'aléas miniers résiduels sur la commune de *Trets* ;

VU le Porter à Connaissance du Préfet des Bouches-du-Rhône, en date du 3 août 2017, de la révision et de la mise à jour des aléas liés à l'ancienne activité minière sur le bassin de lignite de Provence ;

VU le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) « Effondrement lié à la présence d'anciennes carrières souterraines de pierre à ciment » approuvé par arrêté préfectoral en date du 22 octobre 2009 ;

VU l'étude réalisée par l'INERIS (date de publication : 22 juin 2020) mettant à jour les aléas liés aux anciennes carrières souterraines de pierre à ciment ;

VU le Porter à connaissance du Préfet des Bouches-du-Rhône, en date du 7 juillet 2021, de la mise à jour des aléas liés aux anciennes carrières souterraines de pierre à ciment ;

CONSIDÉRANT les risques liés à la présence d'anciennes exploitations minières notamment ceux du type mouvements de terrain mis en évidence par les études d'aléas sur le territoire de la commune de *Trets* ;

CONSIDÉRANT les risques liés à la présence d'anciennes carrières souterraines de pierre à ciment sur le territoire de la commune de *Trets* ;

CONSIDÉRANT que ces phénomènes sont susceptibles de compromettre la sécurité des personnes et des biens ;

CONSIDÉRANT la réunion d'association tenue le 27 septembre 2023 avec la commune ;

CONSIDÉRANT qu'en application du titre II. de l'article R. 122-17 du Code de l'Environnement les PPR font partie des documents susceptibles de faire l'objet d'une évaluation environnementale après examen au cas par cas ;

CONSIDÉRANT la Décision n°CE-2023-3481 en date du 5 septembre 2023 de non soumission à évaluation environnementale du Plan de Prévention des Risques miniers (lignite) / carrières souterraines (pierre à ciment) de la commune de *Trets* ;

SUR proposition du Directeur Départemental de Territoires et de la Mer ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Prescription

L'établissement d'un Plan de Prévention des Risques miniers (lignite) et carrières souterraines (pierre à ciment) est prescrit sur le territoire de la commune de *Trets*. Il emporte révision du PPRN « Effondrement lié à la présence d'anciennes carrières souterraines de pierre à ciment » approuvé par arrêté préfectoral du 22 octobre 2009.

ARTICLE 2 : Périmètre du projet

Le périmètre d'étude du P.P.R., à l'intérieur du territoire de la commune de *Trets* correspond :

- aux emprises des zones de travaux souterrains et d'aléas miniers identifiées par le groupement GEODERIS ;
- aux emprises des zones de travaux souterrains et d'aléas liés aux anciennes carrières souterraines de pierre à ciment mises à jour par l'INERIS en 2020.

ARTICLE 3 : Nature des risques pris en compte

La nature des risques pris en compte au titre du présent P.P.R. sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : l'affaissement, l'effondrement localisé, le tassement, le glissement de terrain, l'échauffement.

Sera prise également en compte dans le P.P.R. la mise à jour des aléas liés aux anciennes carrières souterraines de pierre à ciment : l'affaissement et l'effondrement.

ARTICLE 4 : Services instructeurs

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM 13) et la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL PACA) sont chargées d'instruire et d'élaborer le Plan de Prévention des Risques miniers (lignite) et carrières souterraines (pierre à ciment) prévu à l'article 1.

ARTICLE 5 : Modalités d'association

Les modalités d'association, prévues en application du R.562-2 du Code de l'Environnement, sont définies comme suit :

Une réunion a minima sera organisée avec les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale concernés au cours de laquelle seront présentées les différentes composantes du dossier (cartographie des aléas et des enjeux, plan de zonage réglementaire et règlement) et seront recueillies leurs observations et remarques.

ARTICLE 6 : Modalités de concertation

Les modalités de concertation, prévues en application du R. 562-2 du Code de l'Environnement, sont définies de la manière suivante :

- la DDTM et la DREAL proposeront, à la demande de la commune ou de la métropole, des articles expliquant la démarche afin qu'ils puissent être insérés dans des publications municipales ou communautaires,
- un dossier complet sera consultable sur le site internet des services de l'État dans le département des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante:
<http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite/Securite-civile/La-prevention>,
- le public pourra interroger et formuler des observations auprès de la DDTM et la DREAL pendant toute la phase de concertation, soit par courrier, soit par courriel à partir du site internet cité ci-dessus,

- a minima, une réunion publique d'information et d'échanges sur les effets du projet de P.P.R. minier (lignite) et carrières souterraines (pierre à ciment) sera organisée,
- des documents de communication et de vulgarisation seront mis à disposition du public.

ARTICLE 7 : Notification

Le présent arrêté sera notifié à Monsieur le Maire de *Trets* et à Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARTICLE 8 : Délai de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication.

ARTICLE 9 : Mesures de publicité

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Bouches-du-Rhône .

Cet arrêté sera, conformément au décret n° 2000-547 du 16 juin 2000 relatif à l'application des articles L.174-5 à L.174-11 du Code Minier, publié dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

L'arrêté sera également affiché pendant un (1) mois à la mairie de *Trets* et au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence conformément à l'article R. 562-2 du Code de l'Environnement. Ces mesures de publicité seront justifiées par un certificat du maire et de la présidente de la Métropole et transmis au service instructeur.

ARTICLE 10 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence,
Monsieur le Maire de *Trets*,
Madame la Directrice de Cabinet de la Préfecture des Bouches du Rhône,
Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

A Marseille, le **27 OCT. 2023**

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

~~Cyrille LE VELLY~~